

## Le chemin de la COP28 en transition hors énergie fossile... vers la terre-étuve À l'avant-garde, l'Europe nordique, relativement, et la Chine, absolument

Comme le dit le commentateur du New York Times, la COP28 a beau avoir produit le premier texte des COP en 28 ans qui mentionne les énergies fossiles desquelles il faudrait transitionner vers les énergies renouvelables lesquelles devraient tripler d'ici 2030 (et l'efficacité énergétique doubler),

*[c]e qu'ils ont obtenu ressemble plutôt à une approbation du statu quo, reflétant l'état actuel des choses plutôt que de l'accélérer, car une telle transition est déjà bien entamée. Les ventes mondiales de véhicules à moteur à combustion interne ont atteint leur maximum en 2017. Depuis plusieurs années, les investissements dans les énergies renouvelables dépassent les investissements dans les infrastructures liées aux combustibles fossiles. En 2022, 83 % des nouvelles capacités énergétiques mondiales seront vertes. La question n'est pas de savoir s'il y aura une transition, mais à quel point elle sera rapide, globale et approfondie. La réponse est : pas encore assez rapide, ni assez global, ni assez approfondi, du moins sur les trajectoires actuelles, que la COP28 a effectivement confirmées. Selon le Global Carbon Project, pour limiter le réchauffement à 1,5 degré Celsius, il faut maintenant éliminer totalement les émissions peu après 2040. Le "budget carbone" pour 1,5 degré Celsius sera épuisé dans environ cinq ans, si les niveaux d'émissions actuels sont maintenus. [...]*

*Au contraire, la plupart des analystes prévoient un pic mondial des émissions de combustibles fossiles au cours de la prochaine décennie, suivi non pas d'un déclin mais d'un long plateau, ce qui signifie que, chaque année dans un avenir prévisible, nous ferions à peu près autant de dégâts sur l'avenir du climat de la planète qu'au cours des dernières années. [...] Il n'y a pas si longtemps, cet avenir nous terrifiait : le monde au-delà des objectifs de l'accord de Paris semblait terriblement sombre. Aujourd'hui, nous sommes non seulement en train d'accepter cet avenir mais, dans certains coins, nous l'applaudissons comme un progrès. Au cours des dernières années, alors que la décarbonisation a rendu les pires scénarios beaucoup moins probables, une vague d'alarmisme climatique a quelque peu cédé la place à un nouveau mélange d'accommodement et d'optimisme. Lors de la conférence des parties de cette année, Bill Gates a qualifié d'"heureux" tout résultat inférieur à 3 degrés.<sup>1</sup>*

Les pays et entreprises productrices de pétrole s'en montrent aussi très satisfaits<sup>2</sup>. Selon Carbon Brief, « [t]out cela correspond aux priorités politiques de la Chine. »<sup>3</sup> et reflète d'ailleurs la déclaration de Sunnylands de la mi-novembre 2023 entre la Chine et les ÉU qui « a influencé de manière significative le résultat final » de la COP28. Chine et ÉU se vantent de l'accord parallèle concernant le méthane signé lors de la COP28 sauf que « [c]omme pour le plan d'action de la Chine sur les émissions de méthane, le sommet sur le méthane n'a toutefois pas permis de fixer des objectifs concrets de réduction du méthane. » Somme toute, le tandem Chine-ÉU a beau être

---

<sup>1</sup> David Wallace-Wells, [We're now calling a future that used to terrify us "progress"](#), New York Times newsletter to subscribers, 16/12/23

<sup>2</sup> Stanley Reed, [Oil Companies Are Fine With Call to Move Away From Fossil Fuels](#), New York Times, 13/12/23

<sup>3</sup> CarbonBrief, [China Briefing, 21\(?\) /12/23](#)

à couteaux tirés en ce qui concerne leurs rapports commerciaux et géopolitiques, les deux larrons se sont entendus pour élaborer ensemble la stratégie pro-hydrocarbures de la COP28 permettant « *des flux financiers privés qui ont un impact négatifs directs sur la nature [de s'élever] à 5 000 milliards de dollars, ce qui est 140 fois plus important que les investissements privés dans les solutions fondées sur la nature (NbS)* »<sup>4</sup>.

### **La pitoyable intensité carbone de la Chine nie son championnat des énergies renouvelables**

Qu'en est-il de leur performance en termes de leur énergie renouvelable vis-à-vis la production totale d'électricité ? En 2023, les énergies fossiles alimentaient 64% de l'électricité de la Chine, très majoritairement le charbon, et 57%, surtout le gaz naturel, celle des États-Unis. Leur part réciproque d'énergie solaire correspondait à des peccadilles près à la moyenne mondiale de 5.5% en 2023 et celle éolienne dépassait de ± 2 points de pourcentage la moyenne mondiale de 8%. Le mix d'électricité chinoise et étasunien par rapport aux autres pays n'avait rien de remarquable en particulier par rapport aux pays nordiques européens — Allemagne, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Suède et Royaume-Uni recourent à l'éolien et au solaire pour le quart et plus de leur électricité en 2023 — mais aussi par rapport à la France, aux deux tiers nucléaire cependant, au Brésil, aux deux tiers hydroélectrique. S'il était un pays, le Québec, à cause de son hydroélectricité quasi de mur à mur, ferait partie de ce palmarès. En termes d'intensité carbone (CO2/PIB), les performances des États-Unis et surtout de la Chine sont pitoyables, pires que celle des pays nordiques européens<sup>5</sup>.

En tout et partout, la Chine est loin d'être exemplaire. Elle est certes championne en termes absolus des énergies renouvelables et de la filière batterie y compris pour les véhicules électriques tant pour la consommation interne que pour l'exportation<sup>6</sup> mais elle l'est aussi pour la production de GES dont le CO2 qui continue de croître<sup>7</sup>. On peut certes enfin s'attendre à un plafonnement du CO2 de la Chine dans les toutes prochaines années, peut-être dès 2024, mais les émanations de CO2 des États-Unis sont en baisse depuis déjà 2007<sup>8</sup>. Cependant, alors que la majorité des pays prévoit se foutre de l'engagement de la COP28 de transition hors carburants fossiles pour fin énergétique (donc excluant le plastique, les engrais...), la Chine paraît être l'une des exceptions<sup>9</sup>. Mais est-ce un engagement compatible avec l'intensification de la course

---

<sup>4</sup> UNEP (2023). [State of Finance for Nature: The Big Nature Turnaround – Repurposing \\$7 trillion to combat nature loss](#). Summary for Decision-makers

<sup>5</sup> [LowCarbonPower, 2023](#)

<sup>6</sup> Will Dubitsky, [China green shift global impact greater than COP28](#), site web de l'auteur, 16/12/23

<sup>7</sup> Léa Lagesse, [La stratégie de la Chine face au changement climatique](#), Fondation Jean Jaurès, 28/11/22

<sup>8</sup> World in data, [China CO2 annual emissions, 1800-2022](#) – Deuxième tableau en y ajoutant les États-Unis

<sup>9</sup> CarbonBrief, [DeBriefed weekly, ?/12/23](#), voir le tableau

compétitive pour la domination des marchés mondiaux et de son corollaire, celle militaire dont les dépenses ont plus que doublé depuis l'an 2000<sup>10</sup> ?

Concernant l'intensité carbone, le PIB par habitant du Québec est au-delà de trois fois plus élevé que celui de la Chine alors que ses émissions de GES par habitant sont seulement de 15% plus élevées. Il est vrai qu'il faudrait prendre en compte les importations nettes positives de GES du Québec vis-à-vis celles négatives de la Chine en tant qu'« atelier du monde » mais cette correction, de  $\pm 20\%$ , ne changerait pas drastiquement le rapport. Selon le Rapport 2022 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions du Programme des nations unies sur l'environnement, « [l]a moyenne mondiale des émissions de GES par habitant [...] était de 6,3 t éq-CO<sub>2</sub> en 2020. Les États-Unis d'Amérique restent largement au-dessus de ce niveau (14 t éq-CO<sub>2</sub>), suivis par la Fédération de Russie (13 t éq-CO<sub>2</sub>), la Chine (9,7 t éq-CO<sub>2</sub>), le Brésil et l'Indonésie (environ 7,5 t éq-CO<sub>2</sub>), et l'Union européenne (7,2 t éq-CO<sub>2</sub>). L'Inde (2,4 t éq-CO<sub>2</sub>) reste très en dessous de la moyenne mondiale. En moyenne, les pays les moins avancés émettent 2,3 t éq-CO<sub>2</sub> par habitant et par an. »<sup>11</sup> Finalement, la performance d'émissions de GES de la Chine vis-à-vis son PIB par habitant est très problématique.

### **La performance des meilleurs élèves, due à un legs historique, est très loin de suffire**

Le récent rapport de Climate Action Tracker sur la Chine vis-à-vis les engagements nationaux pris à la COP21 de Paris et mis à jour à la récente COP28 de Dubai indique une performance lamentable semblable à celle du Canada et pire que celle des EU et encore plus que celle de l'Union européenne<sup>12</sup>. Il en est de même des perspectives de ses politiques pour la prochaine période en particulier vis-à-vis le recours aux technologies de captage et de séquestration non fonctionnelles à grande échelle en plus d'être très chères<sup>13</sup>. À la décharge de la Chine, son haut taux de croissance jusqu'à récemment l'obligeait en termes d'énergie à manger à tous les râteliers contrairement aux anciens pays industrialisés dont certains, comme les pays nordiques européens, ont profité de l'occasion de la dernière décennie de lente croissance pour hausser leur taux d'électrification hors carbone, en particulier pour les énergies renouvelable. Le tiers des pays à haut revenu ont même pu réaliser « un découplage absolu entre les émissions de CO<sub>2</sub> basées sur la consommation et le PIB entre 2013 et 2019. [...] Cependant, aucun de ces pays n'a réussi à réduire ses émissions suffisamment rapidement pour avoir une chance sur deux de rester sous la barre des 1-5°C en respectant les principes d'équité minimale. L'écart entre les tendances

---

<sup>10</sup> [World Bank, Military expenditure \(current USD\)](#)

<sup>11</sup> Programme des nations unies sur l'environnement, [Rapport 2022 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions](#)

<sup>12</sup> Climate Action Tracker, [China, 22/11/23](#)

<sup>13</sup> Climate Action Tracker, [Newsletter, ?/12/23](#) -- voir le dernier tableau

*actuelles et les réductions d'émissions requises est extrêmement important* »<sup>14</sup>. En plus, reste à voir si les statistiques à la base de ces études sont fiables<sup>15</sup>.

La Chine, comme tous les pays du monde et davantage pour les pays « émergents » des BRICS+, est engluée dans la contradiction croissanciste inhérente au capitalisme. Non seulement les énergies renouvelables se superposent-elles à celles fossiles — il se consomme mondialement en 2021 près de huit fois plus de charbon qu'en 1900! — mais elles en dépendent tellement l'édification gargantuesque de cette nouvelle infrastructure renouvelable et des nouveaux moyens de transport électriques est énergivore — et mondialement les énergies fossiles fournissent 85% de l'énergie totale en 2021, soit une baisse de seulement 2.5 points de pourcentage en 10 ans<sup>16</sup>. Si enfin plafonne l'usage du charbon rien n'indique que le pétrole et encore moins le gaz dit naturel, nonobstant la pandémie, commenceront à décroître de sitôt<sup>17</sup>. Et pourtant, nous dit le GIEC, il le faudrait et en plus à un taux fulgurant de décroissance<sup>18</sup>. Plus généralement dans le contexte croissanciste, « [l']écart entre les infrastructures dont le monde a besoin et ce qu'il reçoit s'élève à trois mille milliards de dollars »<sup>19</sup>. (Bien sûr, mondialement il y a quelques heureuses exceptions comme le Québec pour la production d'électricité déjà presque entièrement renouvelable et sans nucléaire si on ignore les dégâts écologiques des barrages-réservoirs. Cette situation bénie est encore plus mise en épingle par une comptabilité avantageuse : la majorité de ses équipements et véhicules, sans compter le pétrole, sont importés ce qui permet d'ignorer les émanations de GES de leur production car la comptabilité de l'ONU est basée uniquement sur les GES émanant de la production. Il en serait autrement pour une comptabilité basée sur le cycle de vie des produits et services consommés à l'intérieur des frontières nationales.)

### **Une histoire classique de rattrapage cumulard et grosse de compétitivité jusqu'à la guerre**

L'histoire économique récente de la Chine est une histoire classique de rattrapage qu'ont connu à divers époques les ÉU, le Japon, la Corée du Sud, etc.<sup>20</sup> grâce à leur intégration dans le marché mondial sur la base de très bas salaires, de programmes sociaux minimalistes et d'extractivisme

---

<sup>14</sup> Jefim Vogel et Jason Hickel, [Is green growth happening? An empirical analysis of achieved versus Paris-compliant CO<sub>2</sub>-GDP decoupling in high-income countries](#), The Lancet, 09/23

<sup>15</sup> Marc Bonhomme, [Quand les mesures atmosphériques de GES contredisent celles à la source](#), ESSF, 30/04/23

<sup>16</sup> Statista, [Approvisionnement en énergie primaire dans le monde entre 1900 et 2021, selon la quantité d'énergie consommée par source](#)

<sup>17</sup> Our World in Data, [How have the world's energy sources changed over the last two centuries?](#)

<sup>18</sup> GIEC, [Rapport de synthèse du GIEC : les risques sont beaucoup plus élevés que dans les prévisions antérieures](#), 2023 – tableau « Net global greenhouse gas (GHG) emissions »

<sup>19</sup> The Economist, [Ten business trends for 2024, and forecasts for 15 industries](#), 13/11/23

<sup>20</sup> David Leonhardt – The Morning, ['What to do next'](#), New York Times, 25/08/23

débridé tous deux combinés à une intégration politiquement contrôlée d'investissements étrangers. Le rattrapage de la Chine est (presque) rendu à son terme comme le signale la baisse tendancielle du taux de croissance de son PIB depuis 2007<sup>21</sup>. Cet aboutissement est marqué conjoncturellement par une forte crise immobilière<sup>22</sup> et un fort endettement relatif devenu supérieur à celui des ÉU<sup>23</sup> doublée d'une structurelle crise démographique<sup>24</sup>.

Grâce à sa maîtrise technologique<sup>25</sup> et à sa puissance géostratégique, il est possible que la Chine échappe au piège de l'économie moyenne<sup>26</sup> pour devenir une grande puissance impérialiste rivalisant d'égal à égal avec les ÉU. Une stratégie majeure de la Chine pour devenir cette grande puissance est l'hégémonie des technologies des énergies éolienne et solaire et de la filière batterie tant pour son développement interne, tout en restant loin derrière les pays nordiques européens en termes relatifs et même du Brésil et du Canada<sup>27</sup> que pour l'exportation au point qu'en 2024 elle deviendra le pays exportant le plus de véhicules<sup>28</sup>. Mais son autoritaire centralisme bureaucratique se renforçant sans cesse est peu compatible avec l'effervescence scientifique et technologique d'une économie moderne. C'est ce rattrapage et éventuel dépassement que veulent empêcher les ÉU et que vise la Chine ce qui n'augure rien de bon car la recherche de la puissance économique et militaire de même que celle de la sécurité énergétique vont à l'encontre de la lutte contre les énergies fossiles.

### **La course absurde de l'âne courant derrière la carotte vers un monde étuve et fascisant**

Comment s'éradiquer de cette course absurde de l'âne qui court après la carotte vers la terre-étuve maintenant que les grands de ce monde veulent conditionner l'humanité à une hausse de 3°C de la température terrestre nonobstant le franchissement d'inévitables points de bascule<sup>29</sup>. En résultera un enfer climatique rendant invivables de grandes zones géographiques<sup>30</sup> ce qui génère déjà une hausse des flux migratoires qui faute d'un internationalisme en panne

---

<sup>21</sup> Trading Economics, [China GDP Annual Growth Rate](#)

<sup>22</sup> Agence France-Presse, [En Chine, la crise de l'immobilier fait planer le risque d'une contagion](#), Radio-Canada, 17/08/23

<sup>23</sup> Trading Economics, [China Government Debt to GDP](#) + ÉU en comparaison

<sup>24</sup> Brook Larmer et Jane Zhang, [Chine : le déclin démographique](#), National Geographic, 5/04/23

<sup>25</sup> Stéphane Aymard, [La puissance scientifique et technologique chinoise : de l'imitation au leadership mondial](#), The Conversation, 10/08/23

<sup>26</sup> Wikipédia, [Piège du revenu intermédiaire](#)

<sup>27</sup> Our World in data, Share of primary energy from renewable sources, 2022, [Renewable Energy](#)

<sup>28</sup> The World in brief, [2024 in preview: China will take the lead in the car industry](#), The Economist, 1/01/24

<sup>29</sup> André Duchesne, [La Terre au seuil de cinq points de bascule](#), La Presse, 22/09/22

<sup>30</sup> ONU Info, [Climat : des régions entières vont devenir invivables sous l'effet caniculaire](#), 10/10/22

deviennent un terreau pour la croissance de l'extrême-droite. L'illusion de l'extractivisme tout électrique fait songer à ce quidam cherchant, la nuit tombée, sous le lampadaire son diamant égaré sachant qu'il l'avait plutôt perdu plus loin où il fait noir.

En résumé, comme il est prouvé historiquement en ce qui concerne le charbon vis-à-vis le pétrole, en contexte croissanciste l'extractivisme tout-électrique ne se substitue pas à l'extractivisme des hydrocarbures, il s'y additionne et en plus il l'accélère dans la période de transition afin de fabriquer la gargantuesques quantité d'installations et moyens de transport qu'il requiert (sauf pour le Québec et quelques autres pays qui se voient solliciter plus qu'ils ne peuvent offrir en énergie dit propre). La Chine est devenue une puissance capitaliste avec son cortège de transnationales, nationales et étrangères, exploitant une masse ouvrière très mal payée et avec des programmes sociaux rudimentaires sans compter un régime politique autocratique de plus en plus dictatorial et fort répressif vis-à-vis la dissidence sociale et sociétale et ses minorités nationales en particulier musulmanes. Avec Xi, la Chine devient carrément réactionnaire et fascisante. La Russie de Putin et l'Inde de Modi baignent dans la même eau. Et rien ne dit que les ÉU ne la suivront pas sur ce chemin qui pourrait mener à un monde à dominante fascisante accélérant la chute vers la terre-étuve aveuglée par des guerres génocidaires, un racisme généralisée et une répression musclée de toutes les résistances.

### **Un tournant, ayant des précédents historiques, de sobriété énergétique réaliste et solidaire**

Ne reste plus qu'une stratégie anticapitaliste de sobriété énergétique de bien-être égal sinon supérieur émanant d'une société solidaire, nationalement et mondialement, basée sur le « prendre soin » (care) où logement et moyens de transport sont collectifs, les produits de consommation durables et réparables, la nourriture essentiellement végétarienne. Le travail socialement nécessaire alloué d'abord aux services publics par rapport à une consommation de masse tendant à disparaître, sera réparti équitablement. Il y faudra une défaite stratégique pour ne pas dire révolutionnaire du patronat et de ses partis au profit d'une économie basée sur l'articulation entre planification démocratique et autogestion généralisée. La sobriété — signifiant techniquement une substantielle réduction du ratio énergie / population — à bien-être supérieur grâce à la solidarité terrassant l'individualisme néolibéral est la seule façon de réduire drastiquement les émissions de GES tout en se donnant la marge de manœuvre pour se doter du minimum d'équipements d'énergie renouvelable, de moyens de transport et de logements collectifs sans énergivore étalement urbain et sans consacrer 80% des terres en culture à engraisser les animaux de ferme<sup>31</sup>.

La lutte contre le réchauffement climatique exige d'aller à contre-courant non seulement vis-à-vis l'extractivisme des hydrocarbures mais aussi celui de la fausse solution de l'extractivisme de la filière batterie ou tout-électrique dont la Chine, absolument, et les pays nordiques européens, relativement, sont l'avant-garde avec le monde entier qui suit leurs traces, le Québec compris et Québec solidaire pas loin derrière malgré son parti-pris idéologique pour la sobriété. Aller à

---

<sup>31</sup> Damian Carrington, [Meat, dairy and rice production will bust 1.5C climate target, shows study](#), The Guardian, 6/05/23

contre-courant n'a rien d'utopique. C'est au contraire la seule solution réaliste. Lors de la Deuxième guerre mondiale, le Canada a su retourner son économie pour par exemple fabriquer des chars d'assaut au lieu des « chars ». Le Québec de la période 1960-1975, deux fois moins productif qu'actuellement<sup>32</sup> s'est doté de réseaux modernes éducatif, sanitaire et routier sans compter le métro de Montréal. En plus, il s'est payé l'Expo 67 et ultimement les Jeux olympiques de 1976. Et il a terminé la période avec un endettement public relatif quatre fois moins important que maintenant<sup>33</sup> ! Est-ce un hasard si c'était aussi le temps des grandes mobilisations travailleuses ayant culminé en 1972 par la grève générale autour du Front commun du secteur public qui a frisé un seuil prérévolutionnaire ?

### **Ce qu'il faut rejeter et ce pour quoi il faut lutter, nationalement et mondialement**

Quelles seraient les grandes lignes d'un plan d'action de sobriété énergétique pour le Québec compatible avec le plafonnement à 1.5°C des températures terrestres d'ici 2100 ? Il faut d'abord et avant s'arracher du Canada pétrolier-financier de l'axe Calgary-Toronto par l'indépendance tout en récusant le plan tout-électricité et tout-pour-enrichir-le-patronat de la CAQ et dont la conséquence est d'austériser les services publics à commencer par le transport en commun. Le piège de l'extractivisme tout-électrique est celui choisi par le gouvernement du Québec à défaut d'avoir trouvé une corne d'abondance pétrolière-gazière suite à moult et vaines recherches d'Anticosti à la Vallée du Saint-Laurent. Qui paiera les subventions gargantuesques de la filière batterie afin d'accoter le soutien famarieux des ÉU à leur industrie découlant de leur guerre commerciale contre la Chine, sans compter les inefficaces subventions aux véhicules électriques<sup>34</sup> au bénéfice des transnationales de ce secteur ? « *Qui financera le gigantesque plan d'Hydro-Québec?* », dont le rabais supplémentaire aux grands consommateurs d'électricité jusqu'à 20% consenti directement par Québec hors bilan d'Hydro-Québec jusqu'en 2032<sup>35</sup>. Ce plan ouvre la porte au privé déjà bien en place avec les éoliennes<sup>36</sup> et met la table pour de futurs augmentations de tarifs résidentiels au-delà de l'inflation dès 2025<sup>37</sup>. La prémonitoire campagne anti-privatisation du syndicat des employé-e-s d'Hydro-Québec est à propager<sup>38</sup>.

---

<sup>32</sup> Allan Crawford, [Les tendances de la croissance de la productivité au Canada](#), Banque du Canada, Printemps 2002 et Statistique Canada, [Productivité du travail... \(Tableau : 36-10-0480-01\)](#)

<sup>33</sup> Gouvernement du Québec, [Dette brute \(mars 2021\)](#)

<sup>34</sup> Vincent Ressayé, [La voiture électrique : « une opération d'écoblanchiment »](#), Radio-Canada, 1/11/23

<sup>35</sup> Thomas Gerbet, [Québec va abolir le rabais sur la facture d'électricité des industries](#), Radio-Canada, 31/10/23

<sup>36</sup> Marc Bonhomme, [L'énergie éolienne imposée aux régions à la mode Hydro-Québec de la CAQ](#), Presse-toi-à-gauche, 5/09/23

<sup>37</sup> Olivier Bourque, [Qui financera le gigantesque plan d'Hydro-Québec?](#), Radio-Canada, 2/11/23

<sup>38</sup> Thomas Gerbet, [Hydro-Québec : 16 000 syndiqués lancent une publicité contre la privatisation](#), Radio-Canada, 5/01/24

La question énergétique clef pour s'attaquer à la crise climatique n'est pas de booster les énergies renouvelables y compris l'hydroélectricité. Il s'agit de réduire drastiquement le besoin d'énergie sans réduction du bien-être. On y arrive en révolutionnant l'habitation par du logement social écoénergétique, c'est-à-dire à consommation d'énergie quasi zéro, qui devrait à terme au moins constituer la moitié des nouvelles habitations comme jadis en Suède<sup>39</sup>, la densification et la mise à niveau écoénergétique du déjà-bâti et l'interdiction de la construction de maisons unifamiliales et en rangée ; en révolutionnant l'aménagement urbain à assoir sur le transport actif et en commun et sur l'arrêt net de l'étalement urbain ; en révolutionnant le transport par l'interdiction à terme — 2030-2040 — de tout véhicule privé<sup>40</sup> par le transport en commun gratuit jusqu'au moindre village avec un complément d'autopartage communautaire ; en révolutionnant l'alimentation par l'agriculture biologique dont urbaine sans production carnée sauf marginale. Ainsi, l'actuelle production hydroélectrique et éolienne québécoise suffira amplement avec un complément d'énergie solaire obligatoirement intégré à tous les bâtiments. (Voir l'annexe pour les lignes directrices d'un plan d'action pour le Québec)

La lutte écologique pro-climat et pro-biodiversité est par définition mondiale. Comme nation anciennement industrialisée et partie prenante du vieil impérialisme qui a contribué au pillage écologique des pays dépendants et à la soumission de leurs directions politiques, le Québec doit rembourser sa dette écologique selon les principes d'équité de la Conférence de Rio en 1992<sup>41</sup> ayant initié les COP. Lors de la COP26 de Glasgow en 2021, le Réseau action climat Canada, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Équiterre, Greenpeace, Nature-Québec, la Fondation David Suzuki et Oxfam-Québec avaient évalué que la juste part du Québec s'élevait à une réduction des émissions de 178% sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et inclut des réductions domestiques d'au moins 65% sous les niveaux de 1990 d'ici 2030<sup>42</sup>. Cette contribution à hauteur historique de transfert technologique et de soutien technique et financier, y compris l'annulation de la dette publique qui étouffe plus que jamais les pays dépendants<sup>43</sup>, ne peut que se hausser d'une politique de frontières ouvertes face à la déferlante de personnes réfugiées fuyant un monde en chaille envenimé par les extrêmes climatiques et des chaleurs inviables d'autant plus que la crise démographique du vieux monde l'exige<sup>44</sup>.

**Marc Bonhomme, 8 janvier 2024**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

---

<sup>39</sup> Turner, Bengt ; Magnuson, Lena. *Chapitre VIII. Suède, la fin d'un modèle ?* In : *Le logement social en Europe au début du XXI<sup>e</sup> siècle : La révision générale*, Presses universitaires de Rennes, 2010, spécialement le tableau 1 pour 1991

<sup>40</sup> Jon Henley, Stephen Burgen, Lisa O'Carroll, [Bollards and 'superblocks': how Europe's cities are turning on the car](#), The Guardian, 18/12/23

<sup>41</sup> ONU, [Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement](#), 1992

<sup>42</sup> Oxfam-Québec, [COP26: François Legault doit faire ses devoirs sur le climat](#), 28/10/21

<sup>43</sup> Éric Toussaint, [Selon la Banque mondiale, les « pays en développement » sont pris au piège d'une nouvelle crise de la dette : Comment l'expliquer?](#), CADTM, 18/12/23

<sup>44</sup> The Economist, [Why migration is in such a mess once more](#), 9/11/23

## Annexe : Un condensé d'une politique anti-extractiviste de sobriété solidaire pour le Québec

- Se libérer de la domination du Canada pétrolier-financier par l'indépendance afin de d'exproprier et de socialiser le capital financier pour le contrôle démocratique de l'épargne nationale à réorienter vers le financement d'un Québec de sobriété énergétique et de « prendre soin ».
- L'interdiction des véhicules privés des ménages d'ici dix ans en faveur d'un système de transport en commun gratuit, fréquent, confortable, électrique et partout jusqu'au moindre village, avec un complément d'autopartage communautaire.
- L'interdiction immédiate de la construction de maisons unifamiliales et en rangées en faveur de logements collectifs écoénergétiques (consommation d'énergie quasi zéro) dont au moins 50% seraient sociaux (loyer en fonction du revenu du ménage) dans un contexte urbain de services de proximité (quartier 15 minutes), d'agriculture urbaine et de parcs nature.
- La disparition des deux mamelles de l'endettement des ménages, logements et véhicules, réduira la consommation de masse ce à quoi s'ajoutera l'obligation d'ateliers de réparations sur la base de garantis déterminées socialement pour mettre fin à l'obsolescence programmée.
- Les GES générés par la production et le transport des marchandises seront encore réduits par les circuits courts de la souveraineté alimentaire facilitée par la réduction de l'alimentation carnée, par le recours aux chemins de fer socialisés pour le transport à longue distance tant des marchandises que des gens, et par l'électrification du transport à courte distance.
- La mise à niveau écoénergétique à consommation quasi zéro de tous les bâtiments viables en dix ans sur la base du principe « négawatt » en commençant par ceux climatisés aux énergies fossiles. Ce qui suppose de ne pas tomber dans le piège énergivore de la connectivité 5G. Ce gisement de négawatts est plus que suffisant pour l'électrification du transport.
- La transformation de l'agro-industrie et la foresterie commerciale en bio-agriculture et en bio-foresterie pour régénérer les sols les rendant capables de capture et séquestration naturelles de GES.
- Une politique de remboursement de la dette écologique du Québec dont son calcul par une commission spéciale.
- Une politique de frontières ouvertes et le rehaussement d'une structure d'accueil facilitant l'intégration en français à la société québécoise et à son marché du travail.